

UNE MYTHOLOGIE DES LUMIÈRES

À propos du livre de Philippe d'Iribarne, *L'Envers du moderne*

Pourquoi la production et la maintenance entretiennent-elles des relations si différentes dans les usines françaises et américaines ? Pourquoi n'importe-t-on pas partout les politiques anti-chômage qui ont fait leurs preuves en Europe du Nord ? Pourquoi les Français se défient-ils tant de l'argent et de ceux qui en gagnent beaucoup ? Philippe d'Iribarne, dans ses livres, a éclairé des questions aussi diverses. Il livre, sous forme d'entretien, son fil conducteur : une théorie de la modernité comme mythe.

Par **Michel MATHEU***

Livré sous forme de questions-réponses, *L'Envers du moderne* est un livre trompeur. On croit ouvrir une longue interview. On s'attend à trouver des notations impressionnistes sur cinq continents, à sauter d'une science sociale à l'autre, à bavarder avec un conteur qui a beaucoup lu et beaucoup vu.

Il y a de tout cela. Pour autant, c'est une autre trace que laisse la lecture. Une trace qui dans mon cas, si le lecteur autorise une notation personnelle, a éveillé l'écho d'une boutade de professeur : les doctorants reconnaîtraient l'achèvement de leur travail à ce que la thèse – au sens d'idée maîtresse – de leur thèse – au sens d'épais volume légitimant leur titre – finit par tenir sur un ticket de métro (cet enseignant écrit petit, malgré tout). C'est profondément exact, momentanément déprimant, mais surtout jubilatoire.

Eh bien, c'est précisément avec jubilation que le lecteur de Philippe d'Iribarne notera, en refermant le livre, qu'une œuvre qui embrasse les continents, les disciplines scientifiques et les champs de l'action s'ordonne finalement autour de quelques idées-phare. Elles tiennent, disons, sur un billet de Thalys et non seulement elles aimantent les thèmes traités par l'au-

teur, mais encore elles ouvrent potentiellement d'immenses espaces de recherche.

C'est autour de ces idées, telles que la subjectivité d'un lecteur précis est tentée de les reformuler, que s'organise le présent article. Perspective d'une certaine façon malhonnête : figer ainsi l'ouvrage, c'est appauvrir un foisonnement qui participe à l'agrément de la lecture. Mais incitation, peut-être, à se plonger dans le livre et, après lui, dans les autres ouvrages de l'auteur.

LA MODERNITÉ DES LUMIÈRES COMME MYTHE IMPOSSIBLE

Première idée-clé qui court dans l'ouvrage, la vision du monde sur laquelle s'est construit l'Occident, et qu'il s'est appliqué à propager, ne peut s'inscrire dans la réalité.

L'homme issu des Lumières croit en une humanité régénérée par la raison, libérée de dépendances et de

* Docteur ès-sciences de gestion et cadre d'entreprise.



peurs présumées archaïques. Le triomphe de la raison, augure-t-il, va s'exprimer de deux façons privilégiées. L'une est la notion de citoyens libres et égaux, devenus en un sens tous des maîtres. L'autre est la place centrale de la rationalité économique dans la décision. Ce double affranchissement mène vers des valeurs universelles. Il va logiquement rendre inutiles des particularismes culturels qui n'étaient que symptôme des sujétions antérieures. Le vocabulaire des droits de l'homme et de l'analyse économique rationnelle vaut pour tous les hommes et les rassemble tous.

Bien sûr, exprimée ainsi, nous savons tous que la vision est idéalisée. Philippe d'Iribarne en convient volontiers. Mais il observe que pour autant nous sommes rarement disposés à y renoncer. Nous sommes prêts à nuancer et à amodier, c'est vrai. Mais nous sommes sûrs que d'une certaine façon les hommes sont égaux, nous pensons que la science économique peut être perfectionnée de façon à simuler toutes les facettes de la nature humaine, et nous croyons qu'en dernier ressort seule une sorte de perversion empêche les hommes politiques d'écouter la voix de la raison économique.

Là est bien la preuve, nous dit l'auteur, que nous avons affaire à un discours mythique ou religieux. La pensée des Lumières, à l'origine, est eschatologique. Les grands auteurs, du XVIII^e et d'après, racontent des histoires qui partent d'une situation primitive de liberté et d'égalité à laquelle l'humanité doit finir par revenir. En définissant le citoyen égal à tous les autres, abstrait de toutes les particularités de son contexte social et économique, ils procèdent d'une démarche qui n'est pas sans lien avec une vision religieuse.

Pour beaucoup le mythe est bien vivant : il fonctionne. Parfois, son sens se perd : il se dévoie, on ne sait plus pourquoi on fait ce que l'on fait. La référence à la raison s'estompe et l'égalité s'égare dans le politiquement correct. Ou encore la pression, légitime, de la majorité censure la pensée créatrice. Mais globalement, le mythe produit du sens collectif.

Reste à analyser, et c'est à quoi tendent toutes les recherches de l'auteur, de quelle façon la réalité s'en écarte.

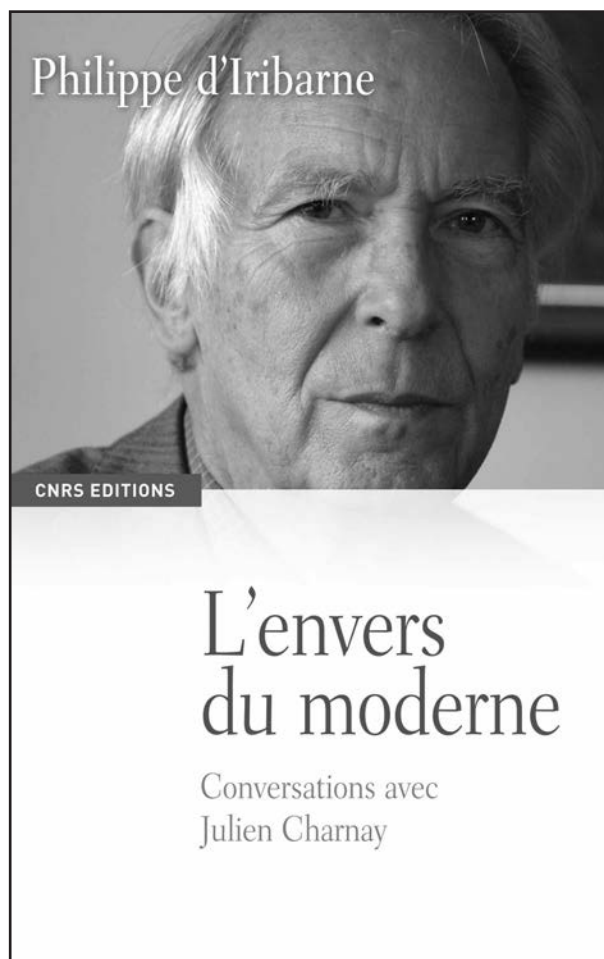
L'AFFLEUREMENT DU PRÉ-MODERNE

Pour Philippe d'Iribarne, deuxième idée-clé, le « non » ou « pré- » moderne affleure à tous les niveaux de la vie politique et organisationnelle. Les sociétés et

les entreprises ne se ressemblent pas comme elles devraient le faire si les valeurs universelles de la modernité s'inscrivaient dans les faits. Au contraire, on perçoit en réfraction dans toutes les organisations humaines des particularismes que le langage de la modernité veut qualifier d'« archaïques ». D'une certaine façon, nous dit l'auteur, les sociétés sont schizo-phréniques. En théorie, l'autonomie de l'individu devrait pleinement s'exprimer dans le cadre de la modernité égalitaire. En pratique, elle se heurte toujours à la nécessité d'un ordre collectif. Or, si les valeurs du mythe sont universelles, en revanche les modalités de l'ordre collectif sont enracinées dans chaque société : le pré-moderne fait toujours retour dans la singularité. Ce retour donne lieu à la formation de compromis.

Un esprit moderne ne les perçoit pas comme équilibrés ni symétriques. Bien plutôt sa vision est que « ça résiste » : des pesanteurs de l'ordre ancien s'opposent à la mise en place de la réalité nouvelle.

En un sens c'est vrai, car quand une volonté politique ou managériale entend imposer une rationalité qui n'est pas acceptée, c'est bien une résistance qui se manifeste. Le problème est que les résistances de cette nature sont insurmontables. Les tentatives d'imposer les mêmes solutions dans des contextes différents, qu'il s'agisse d'arrangements institutionnels démocratiques, de recettes de politique économique ou de méthodes de management, échouent systématiquement devant une réalité trop diverse.



© CNRS EDITIONS



Insister relève de l'*hybris*, au demeurant consubstantielle à la raison modernisatrice, toujours prête à relever les défis les plus fous ou à s'acharner sur des causes perdues. Philippe d'Iribarne rappelle ainsi le délire révolutionnaire qui voulait créer des départements carrés, limités par des parallèles et des méridiens, et a dû reculer face à des réalités géographiques et humaines, sans pour autant revenir aux réalités historiques des provinces. Il décrit aussi comment la science économique perfectionne ses modèles dans l'espoir d'embrasser toujours plus de singularités humaines et, impuissante à tout appréhender, remet sans fin son ouvrage sur le métier. Et si, questionne-t-il renversant la perspective, l'économie était finalement un symptôme et non un principe explicatif ?

On accompagne volontiers l'auteur au long de ce chemin. Pour autant, Philippe d'Iribarne apparaît souvent très sévère à l'égard de la pensée économique. On est tenté d'objecter qu'elle conserve des vertus dans l'instruction des décisions publiques.

Sans doute a-t-elle entraîné de nombreuses décisions irréalistes. L'auteur, échaudé par des fonctions dans la haute administration française à l'époque des Trente Glorieuses, où triomphait l'économisme sans concession, est bien placé pour le savoir. Mais privé de cette boussole imparfaite, des gouvernements se sont aussi laissés entraîner vers les tempêtes. Et, en tout état de cause, l'analyse économique offre un instrument de mesure permettant de savoir si le prix des nécessaires solidarités, ou de la satisfaction de l'électeur-roi, est élevé ou raisonnable. Bref, sur ce sujet on aimerait se glisser dans la peau de l'intervieweur et titiller l'auteur de questions supplémentaires.

UN « VIVRE ENSEMBLE » CONSTRUIT SUR DES BASES NATIONALES

Faut-il souscrire alors à un relativisme absolu, croire que les inévitables compromis avec les singularités locales balayent les principes universels ? Philippe d'Iribarne ne va pas tout à fait jusque là. Le fond authentiquement universel lui semble simplement restreint : il se réduit peut-être à l'idée de « pouvoir juste », principe à l'œuvre dans toutes les cultures. Dès que l'on s'attache à la déclinaison des principes, les différences apparaissent.

Une troisième idée-phare de l'œuvre de Philippe d'Iribarne est que ces différences se structurent au niveau national. La raison profonde en est simple : ce qui affleure dans la modernité est de l'ordre du « vivre ensemble ». Sont en cause en effet l'ordre collectif, les règles qui s'imposent aux individus, supposés libres et égaux par le mythe des Lumières mais, dans la vie de la cité et dans celle des entreprises, inévitablement engagés dans des relations de subordination. Or, pour Philippe d'Iribarne, historiquement les modalités de ce vivre

ensemble, exercice du pouvoir, rapport aux règles, gestion des conflits, se sont cristallisées dans l'organisation des pouvoirs publics, c'est-à-dire dans une construction institutionnelle nationale. Elles font retour dans la modernité selon cette même logique nationale. Les exceptions ne font que confirmer la règle : des minorités imparfaitement intégrées dont les repères viennent d'ailleurs, comme en France, les gens du voyage, les Corses, voire les populations issues de l'immigration.

Dans son ouvrage le plus lu, qui est aussi un des plus anciens, *La Logique de l'honneur*, l'auteur a caractérisé des aspects du « vivre ensemble » de trois cultures nationales au sein desquelles il avait étudié des usines techniquement semblables. Le lecteur en retient une opposition tranchée de modèles, s'agissant de relations tant hiérarchiques que transversales. Philippe d'Iribarne en a abstrait une vision du rapport hiérarchique et de la prise de décision, dont voici deux illustrations partielles.

Dans le modèle américain, le trait saillant est la culture du contrat, dont chaque partie respecte la lettre, toute la lettre et rien que la lettre. Chacun en situation professionnelle s'inquiète de la *fairness* de ses relations avec son entourage professionnel, notamment avec ses supérieurs. Pareil modèle limite l'espace de l'obéissance aux dispositions du contrat. Il est donc garant de liberté, dans un système de nature individualiste. Mais, en même temps, l'application littérale de la règle peut être cruelle et affecter gravement le destin d'un individu. C'est dans les structures communautaires, souvent sous-estimées mais bien présentes, de la société individualiste américaine que Philippe d'Iribarne repère les dispositifs capables d'équilibrer les risques extrêmes auxquels expose l'obsession du contrat.

Pour le Français, la question de savoir « si c'est s'abaisser qu'accepter l'autorité de celui qui prétend vous donner des instructions » est centrale. Il oppose deux formes de dépendance hiérarchique : l'obéissance « servile », déshonorante, qui est historiquement enracinée dans le rapport du paysan à l'intendant, roturier sans dignité ; et l'obéissance « aristocratique », acceptable, qu'incarne le rapport d'un soldat de l'armée impériale à son sous-officier, où d'une certaine façon chacun ne se soumet qu'aux règles de l'honneur militaire. Dans toutes les professions est présente l'idée d'une éthique de métier à laquelle chacun trouve sa dignité à se conformer librement. Et cette préoccupation s'insère dans une vision plus globale imprégnée de morale aristocratique, où la grandeur est systématiquement recherchée, tandis qu'est rejeté ce qui est perçu comme « vil ».

LA FRANCE, ABOUTISSEMENT – VOIRE CARICATURE – DU MYTHE

La France est le pays qui a le plus retenu l'attention de Philippe d'Iribarne. Le fait qu'elle soit familière ne



l'explique sans doute pas. Au contraire, peut-être, car la distance facilite la tâche du chercheur. À parcourir l'ouvrage, on a le sentiment que c'est en France que le mythe de la modernité se déploie sous sa forme la plus pure.

C'est, parmi d'autres, un point sur lequel l'auteur éveille attention et écho chez qui a été confronté à l'image de la France à l'étranger. Notre pays, en un certain sens, incarne l'universalisme dans ses valeurs fondatrices : il n'est que de voir l'identification passionnée des Français à la Révolution et leur conviction que leur pays, inventeur des droits de l'homme, incarne mieux que d'autres l'égalité et la démocratie. Assez logiquement, la France prétend donc plus que d'autres pays absorber les particularismes culturels : elle est assimilatrice, se défiant du multi-culturalisme perçu comme synonyme de ségrégation et de communautarisme. Dans un autre domaine, il est significatif que la science économique ait connu en France un particulier essor et y ait imprégné les décisions publiques.

Cet universalisme alimente aussi, vraisemblablement, un sentiment de supériorité : la France inventrice des Lumières se sent meilleure que des pays qui n'ont fait que s'y rallier tardivement et imparfaitement. Philippe d'Iribarne voit d'ailleurs un lien, ou à tout le moins une continuité, entre une véritable obsession de la noblesse et de la grandeur, issue de la période antérieure, et la passion avec laquelle le Français affirme sa supériorité.

Dans un pays qui s'identifie ainsi au mythe moderne, rien d'étonnant à ce que les tensions entre l'idéologie égalitaire et la réalité de la hiérarchie soient exacerbées. Les compromis sont donc difficiles à trouver et empreints de contradictions.

Ainsi, l'égalitarisme va paradoxalement de pair avec les castes : des groupes sociaux se sentent et se posent en situation de supériorité. Certains tentent d'échapper à la contradiction en se légitimant par une formation scolaire supérieure, qui les valorise tout au long de l'existence, comme si la méritocratie était un avatar de l'aristocratie d'Ancien régime. Selon le mot de l'auteur, le rejet de la hiérarchie « est d'autant plus passionné qu'il doit combattre une sorte d'évidence » : la France est une société de rangs qui se prétend égalitaire.

L'obsession de la grandeur est à l'origine d'une forte différence avec la société américaine. Elle conduit à relativiser l'importance de l'argent : la recherche du profit n'est acceptable que « pour la beauté du geste ». Si la grandeur est légitime, et même recherchée, la quête de ses apparences est suspecte : de là la stigmatisation des « parvenus ».

On pourrait multiplier les exemples. L'auteur excelle à multiplier les notations de détail, donnant de la chair à ce constat que faisait Louis Dumont il y a un demi-siècle : « les Français », disait-il en substance, « ne comprennent pas que leur universalisme est un particularisme ». Un particularisme qui a trouvé en Philippe d'Iribarne son portraitiste.

UN ENRACINEMENT PROFOND, DONC DES DIFFÉRENCES DURABLES

Si la France est un sujet d'étude répété de Philippe d'Iribarne, ses équipes et lui-même ont parcouru le monde. Bien au-delà des trois exemples de *La Logique de l'honneur*, il ressort de leurs voyages une impression d'extrême diversité. Celle-ci, quoi que l'on en dise parfois, s'exprime entre les pays occidentaux, qui pourtant se partagent l'héritage des Lumières, et même à l'intérieur de la seule Europe, en dépit d'une intégration avancée dans certains domaines.

Philippe d'Iribarne juge donc illusoire l'espoir de transférer des « bonnes pratiques » d'un État membre de l'Union à un autre, ainsi que la Commission européenne rêve de le faire dans les domaines les plus divers. De même, la fascination qu'inspirent les modèles scandinaves est trompeuse : ainsi le Français est trop perturbé dans son identité et sa dignité de métier, et trop rétif aux injonctions étatiques, pour accepter facilement la grande flexibilité du système d'emploi danois.

Entre les pays de tradition occidentale et les autres, les différences deviennent immenses. Tout exemple, résumé de surcroît, apparaîtra trop simple. On en évoquera pourtant deux. Ainsi, Philippe d'Iribarne juge le rapport des Chinois à l'autorité complètement irréductible au nôtre. Selon ses observations, le statut de la critique est faible en Chine et un individu n'est pas légitime à s'opposer à l'autorité. Une attitude de contestation est perturbatrice de l'ordre de la société ou de l'entreprise. Le pouvoir peut être bon, comme lorsque l'empereur dispose du mandat du Ciel, ou mauvais, auquel cas il tombera de lui-même, mais c'est ouvrir la porte au désordre que l'attaquer frontalement. Tout aussi exotique est l'Afrique, où la méfiance est systématique. Tout propos ou comportement, fût-il l'expression évidente de la rectitude, y sera soupçonné d'intentions malveillantes dissimulées.

On imagine donc bien, continue Philippe d'Iribarne, l'extrême difficulté qu'il peut y avoir à transférer des modèles d'organisation politique de l'Occident vers des pays où le « vivre ensemble » est profondément différent. Il y a lieu d'être très prudent, voire franchement sceptique, à l'égard des tentatives visant à acclimater un fonctionnement démocratique occidental dans des pays aux racines très différentes des nôtres.

Par nature ces racines sont antérieures à l'époque des Lumières. Ainsi, Philippe d'Iribarne remonte jusqu'au Moyen Âge pour repérer des différences structurantes dans la vision que chaque peuple a de l'homme libre. Celle-ci aurait alors été fondée : en Allemagne, sur le fait d'avoir voix au chapitre qui régit la vie d'un groupe soudé ; en France, sur l'exercice d'une activité « empreinte de noblesse » ; en Angleterre, sur le fait



d'être protégé par la loi et non soumis à l'arbitraire d'un maître. Lorsqu'arrive la contestation du XVIII^e siècle, l'Angleterre renouvelle ses modèles en préfigurant les visions d'aujourd'hui : ainsi, observe l'auteur, Locke voyait dans le contrat la base du travail libre. Bref, les Lumières transforment puissamment, en posant l'idéal d'une liberté accessible à tous et en inscrivant pour une part cet idéal dans les faits, mais elles ne font pas table rase de ce qui les précède.

L'ESPACE NATIONAL, HORIZON INDÉPASSABLE ?

Ce qui vient d'être résumé est une théorie des origines, nouvelle idée-phare de l'ouvrage. Est-elle suffisante à rendre compte des observations ? Philippe d'Iribarne s'est souvent trouvé confronté au scepticisme, s'agissant de la primauté du déterminisme national en matière de pratiques collectives. Aussi, s'attache-t-il à convaincre sur ce point.

Pour lui, la stabilité des pratiques organisationnelles dans un contexte national, bien au-delà du moment singulier où déferle la vague des Lumières, est hors de doute. Les « résistances » à la modernité s'ordonnent autour d'un « idéal » permanent, référence commune de ceux qui s'y identifient et de ceux qui le combattent. Souvent, en s'y opposant, on est conduit à l'exprimer d'une manière différente, évoluée, comme si pour le faire bouger il fallait lui emprunter. Ainsi, la méritocratie française renouvelle, sans la renverser, la tradition aristocratique.

S'il en va ainsi, c'est sans doute qu'au-delà des origines historiques s'exprime un facteur de permanence profondément ancré. Philippe d'Iribarne veut le chercher dans une crainte durable qui soude la collectivité. Pour les États-Unis, ce ciment serait la peur de dépendre d'autrui. En France, ce serait l'inquiétude de déchoir.

Faut-il se laisser convaincre ? Philippe d'Iribarne balaye la critique selon laquelle il aurait induit ses thèses de trop peu d'exemples. La densité des similitudes et oppositions entre les terrains d'observation de son équipe rend peu vraisemblable qu'il ait été abusé par des coïncidences.

Au lecteur, finalement, de juger selon son expérience propre de la diversité. Chacun retrouvera sans doute dans son propre vécu cette intuition par laquelle, dans l'ambiance d'une réunion, dans le style d'un patron, dans le déroulement d'une négociation, on reconnaît presque infailliblement la nationalité des protagonistes : un peu, suggère Philippe d'Iribarne, comme on identifie une musique de Mozart à quelques mesures.

Sur d'autres points, ce serait peut-être plus difficile. Le modèle de la « logique de l'honneur » dira-t-il pour quoi notre pays, à l'État le plus centralisé d'Europe, est obsédé par l'éclatement en hypothétiques « féoda-

lités », par la crainte de singularités locales qu'il a méthodiquement broyées au fil des siècles ? On touche là un thème sur lequel on aimerait interpeller l'auteur.

On peut penser, évidemment, que la France réduit les singularités régionales par obsession de l'égalité. Cela s'inscrit dans la ligne des analyses de l'auteur. Pour autant, on est tenté de se poser une question : et si, finalement, il y avait d'autres explications ? S'il existait des cultures infra-nationales, ou transnationales, plus puissantes que les exceptions qui confirment à la règle analysées par Philippe d'Iribarne ? On peut rester dubitatif face aux corrélations statistiques qu'un Emmanuel Todd tente d'établir entre des structures économique-familiales et des particularités sociologiques (1). Il reste troublant qu'un socialiste lillois ait moins de points communs avec son camarade marseillais qu'avec un social-démocrate européen, ou que des incompréhensions profondes séparent un Bavarois d'un Allemand de la Baltique. Un autre programme de recherche commence peut-être où s'arrête celui de Philippe d'Iribarne. Ce qui n'enlève rien à la puissance explicative de celui-ci.

UN ÉTAT SCHIZOPHRÈNE ET UNE ENTREPRISE QUI BRICOLE DES COMPROMIS

Revenons, pour finir, au point de départ, le mythe, et à la manière dont l'auteur de *La Logique de l'honneur* s'en est saisi : c'est en étudiant le terrain des entreprises qu'il a posé les fondations de ses théories. Rien d'étonnant à cela.

Dès lors que le choc entre le mythe de la modernité et le substrat du « vivre ensemble » s'appréhende de façon privilégiée dans la relation supérieur-subordonné, l'entreprise apparaît comme un « lieu avancé de la modernité ». Elle est naturellement un endroit où « ça résiste » : il s'agit de décider sans arrêt et de produire au moindre coût. Par conséquent, une réelle subordination est inévitable, et, en même temps, celle-ci ne doit pas dysfonctionner, sans quoi la productivité se perdrait. D'une certaine façon l'entreprise n'a pas le choix. Les compromis doivent se former pragmatiquement sous la pression de l'efficacité économique.

Quiconque travaille dans une entreprise aura été frappé, de fait, par la conjonction de deux lignes directrices. D'un côté, il est bien clair pour les dirigeants et les dirigés que « l'entreprise n'est pas une

(1) Dans plusieurs ouvrages, dont *L'Invention de l'Europe*, (Seuil, 1990), Todd (E.) suggère que des différences religieuses et sociologiques entre des espaces dont les contours ne coïncident pas avec les frontières nationales s'expliquent largement par des écarts entre les formes d'organisations familiales. Celles-ci sont classifiées en fonction de l'étendue de l'autorité du chef de famille et de l'égalité dans les fratries et s'expriment notamment dans les modes de gestion et de transmission du patrimoine.

démocratie », formule que beaucoup de salariés ont entendu à la lettre au moins une fois dans leur vie. De l'autre, il est clair qu'elle est capable d'inventer des aménagements que l'État qui, lui, est une démocratie, ne pourrait concevoir et mettre en œuvre. Qu'on songe, par exemple, au contraste entre l'attitude de l'État, empêtré dans l'intégration des pratiques religieuses non chrétiennes dans la vie de la cité, et celle des entreprises, qui inventent sans cesse des règles précises et pragmatiques concernant le port du voile, l'alimentation ou le respect des calendriers religieux.

Bref, l'entreprise bricole du compromis avec un certain succès. C'est donc un lieu de recherche privilégié. Pour le chercheur, elle est une sorte de miroir grossissant qui aide à observer l'affleurement des structures pré-modernes. Dans la vie politique, il en va tout autrement. On y bricole moins de solutions, car tout bricolage contrevient aux principes fondateurs du mythe moderne. Pour le dire d'un vocabulaire qui n'est pas celui de l'auteur, on gère la contradiction. Une contradiction que Philippe d'Iribarne perçoit entre ce qu'il appelle le « corps spirituel », un État mythifié, et le « corps social », lieu réel où se forment les relations sociales. Elle ne se résout jamais, tant il est vrai que jamais la vie sociale au concret ne se conforme au principe d'égalité universelle qui fonde le vote démocratique.

Cette contradiction indépassable ouvre un autre champ de recherche de l'auteur. Pour une large classe moyenne, elle est gérable. Certains sont plus égaux que les autres, mais on peut faire « comme si ». S'agissant des couches sociales en difficulté, le problème est plus complexe. À leur égard, la pensée des Lumières connaît un échec radical : elle ne sait pas récupérer les opprimés dans son mythe. Elle les invite donc à se révolter, sans être reconnus comme égaux. Tout se passe comme si le modèle du citoyen était le maître et que le pauvre ne puisse pas s'y conformer.

Cette situation paradoxale hante certains partis politiques de gauche, en France notamment. Si la diversité des hommes libres et égaux est acceptable, celle qui résulte du pouvoir des dominants sur les dominés ne l'est pas. Il en résulte des tensions dans l'exercice du pouvoir, voire une difficulté à appréhender correctement la réalité du corps social.

Voici une dernière idée-clé de l'ouvrage, qui ramène à la première. Si l'entreprise bricole, la politique est schizophrène. La boucle est bouclée : l'égalité radicale relève de l'espace du sacré, elle ne peut pas s'incarner.

Il s'agit encore d'un point où l'on suit volontiers Philippe d'Iribarne. Son analyse éclaire des particularités de notre vie et de notre symbolique politiques mal comprises à l'étranger : le culte voué à la notion floue de « République », avec un « r » en capitales, affirmation aussi sacrée qu'irréelle de notre collectivité égalitaire, par exemple ; ou encore la ferveur pour

l'idée intraduisible de « service public », prestation que seul un avatar de l'État sacralisé peut fournir de façon théoriquement égale – mais inégale dans les faits. La France, parce qu'elle se réclame du mythe à l'état le plus pur, incarnerait finalement de la manière la plus tranchée la schizophrénie de l'État démocratique.

L'analyse de l'auteur jette enfin une lumière nouvelle sur un débat qui a occupé les historiens et sociologues du XX^e siècle : dans quelle mesure la démocratisation de l'État et l'essor de l'économie de marché ont-ils partie liée ? On aimerait entraîner Philippe d'Iribarne sur ce terrain, en partant de sa vision de l'État schizophrène, libéral au sens politique, et de l'entreprise bricoleuse, actrice du libéralisme au sens économique, qui baignent tous deux dans les mêmes cultures. Encore un champ de réflexion pour l'avenir.

UN COUP D'ŒIL À L'AUTEUR PAR L'ENTREBAÏLLEMENT DE LA PORTE

Pour conclure, il faut bien venir à ce que le présent article, par son parti, a méthodiquement tu : la manière dont l'ouvrage est construit.

Philippe d'Iribarne parle à la première personne du singulier. Il narre un parcours personnel et professionnel hors du commun, s'exprimant de façon très directe. On peut le lire au second degré : essayer de comprendre comment on en vient à construire une œuvre comme la sienne. Les indications ne manquent pas. Comme tant d'auteurs intéressés par la diversité culturelle, une enfance dans un autre pays ; comme beaucoup de penseurs critiques, une expérience directe de ce qu'il s'agit d'analyser, ici l'économie et le pouvoir ; comme bien des auteurs majeurs, un dialogue soutenu avec les grandes œuvres de toutes les époques.

Par instants le premier degré devient possible. Ainsi, l'homme s'exprime dans sa sympathie ouverte pour le modèle français, que son expérience pourrait le conduire à moquer, ou sa science à tenir à distance comme un entomologiste. Au contraire, il cajole la France, dont il apprécie le subtil dosage de contradictions où le culte du « travail bien fait » fait bon ménage avec la grandeur aristocratique. À cette indulgence répond une aversion assumée pour la sphère anglo-saxonne où l'esprit d'entreprise se paie de la précarité.

À la fin, peu importe. Le coup d'œil par l'entrebaïllement de la porte est un côté plaisant du livre, c'est certain. Mais ce qui vaut le détour, c'est l'immense diversité des pistes de recherche ouvertes pour les décennies à venir. L'auteur en tire lui-même, à juste titre, de la fierté. Une fierté « à la française » : dépourvue de vanité. ■